

TABLE DES MATIÈRES

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL D'ÉVALUATION DE LA PUBLICATION	VII
PRÉSENTATION DES AUTEURS PAR ORDRE D'APPARITION	IX
AVANT- PROPOS, <i>par Philippe Cury</i>	XVII

PARTIE 1.

LES ÉVOLUTIONS DE GOUVERNANCE MARITIME EN MÉDITERRANÉE: ZONAGES JURIDIQUES ET FONCTIONNELS, COOPÉRATIONS, INCONNUES

ÉTAT DES LIEUX DE L'OBLIGATION DE COOPÉRER [QUE LES ÉTATS RIVERAINS DES MERS FERMÉES OU SEMI-FERMÉES, ET EN PARTICULIER DE LA MÉDITERRANÉE, ONT EN VERTU DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER], <i>par Rafael Casado Raigón</i>	3
LES NOUVELLES ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES EN MER MÉDITERRANÉE, <i>par Nathalie Ros</i>	7
I. UN DÉTOURNEMENT DE L'INSTITUTION CONVENTIONNELLE	9
A. Une pratique étatique récente	9
1. La fin de l'exception méditerranéenne	9
1.1. <i>Après les réticences originelles</i>	10
1.2. <i>Après les prémices de juridictionnalisation</i>	10
2. Une démarche partagée mais différenciée	12
2.1. <i>Initiée dans l'Est de la Méditerranée</i>	12
2.2. <i>Reprise dans l'Ouest de la Méditerranée</i>	14
B. Une stratégie offshore des États	15
1. Nouvelle ZEE et permis offshore	15
1.1. <i>Dans le bassin Levantin</i>	15
1.2. <i>Dans le Golfe du Lion</i>	16
2. Nouvelle ZEE et plateau continental	18

2.1. <i>De l'autonomie des concepts juridiques</i>	18
2.2. <i>À la confusion des espaces maritimes</i>	19
II. UN CHANGEMENT DE PARADIGME JURIDIQUE	20
A. Une cristallisation des différends maritimes	21
1. En Méditerranée orientale	21
1.1. <i>Des situations juridiques conflictuelles</i>	21
1.2. <i>Des différends de délimitation maritime</i>	22
2. Entre la France et l'Espagne	23
2.1. <i>D'une frontière indéterminée</i>	24
2.2. <i>À une frontière à déterminer</i>	25
B. Une nouvelle gouvernance méditerranéenne	27
1. La disparition de la haute mer	28
1.1. <i>Une nationalisation de la Méditerranée</i>	28
1.2. <i>Aux conséquences partagées</i>	29
2. L'exigence d'une gouvernance revisitée	29
2.1. <i>De la part des États côtiers</i>	30
2.2. <i>En termes de coopération internationale</i>	31
LES ENJEUX DE LA PRÉSENCE D'ÎLES DANS LES EAUX MÉDITERRANÉENNES: ENJEUX DE ZONAGES, DE DÉLIMITATIONS ET DE DÉVELOPPEMENT, par Sarra Sefrioui	35
I. L'IMPORTANCE ACCORDÉE AUX ÎLES DANS LA DÉLIMITATION MARITIME PAR LES ÉTATS MÉDITERRANÉENS	36
A. La consécration du droit des îles à la projection de toutes les zones maritimes	37
B. Les îles dans la délimitation maritime entre les États méditerranéens durant la négociation de la Convention sur le droit de la mer ..	38
II. LES DÉLIMITATIONS MARITIMES IMPLIQUANT LES ÎLES EN MÉDITERRANÉE	40
A. Le développement des lignes directrices du traitement des îles dans les délimitations maritimes négociées entre États méditerranéens ...	40
1. Le plein effet attribué aux îles en Méditerranée	41
2. Le nul effet attribué aux îles en Méditerranée	43
3. L'effet réduit attribué aux îles en Méditerranée	45
B. Les îles dans les délimitations juridictionnelles effectuées en Méditerranée	47
1. L'attribution d'un effet réduit à l'île de <i>Djerba</i> et l'île de <i>Kerkennab</i> dans l'affaire de délimitation du plateau continental entre la Tunisie et la Libye	48
2. Le nul effet attribué à l'îlot <i>Filfla</i> dans la délimitation du plateau continental entre la Libye et Malte	51

III. DES DÉLIMITATIONS MARITIMES IMPLIQUANT LES ÎLES EN MÉDITERRANÉE RESTENT À EFFECTUER	52
Conclusion	56
LA DÉLIMITATION DES ESPACES MARITIMES ENTRE LA TUNISIE ET L'ALGÉRIE, par Habib Slim	57
Introduction	57
I. LES NÉGOCIATIONS DE 1995	57
A. Les questions juridiques	58
B. Les circonstances géographiques	59
1 ^{ère} circonstance géographique	60
2 ^{ème} circonstance géographique	60
3 ^{ème} circonstance géographique	60
II. L'ACCORD DU 11 FÉVRIER 2002	61
III. L'ACCORD D'ALGER DU 11 JUILLET 2011	62
A. La ligne de délimitation est une ligne d'équidistance ajustée	62
B. La ligne de délimitation est une ligne unique	63
LA GOUVERNANCE DE LA MER ADRIATIQUE, par Andrea Caligiuri ..	65
Introduction	65
I. LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE PÊCHE ET PROTECTION DU MILIEU MARIN	68
A. Les formes de coopération bilatérale	68
B. Les formes de coopération multilatérales existantes et potentielles ...	70
II. LE PROBLÈME DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES PARTAGÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ: UN DÉFI SUPPLÉMENTAIRE A LA COOPÉRATION	75
III. LA NÉCESSITÉ D'UN RAPPROCHEMENT FORMEL DES DIFFÉRENTS RÉGIMES RÉGISSANT LA MER ADRIATIQUE: LE RÔLE DE L'UE	78
A. De la stratégie maritime à la stratégie macro-régionale	80
B. Observations sur le champ d'application du droit de l'UE à la mer ..	81
QUELLES «DÉCLINAISONS MÉDITERRANÉENNES» DE LA STRATÉGIE MARITIME INTÉGRÉE DE L'UNION EUROPÉENNE?, par José Manuel Sobrino Heredia	85
Introduction	85
I. LA BASE JURIDIQUE DE LA POLITIQUE MARITIME INTÉGRÉE ..	86

II.	UNE APPROCHE RÉGIONALE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MARITIME INTÉGRÉE: LA STRATÉGIE MARI-TIME POUR LA MÉDITERRANÉE	92
III.	LA PMI DANS LA MÉDITERRANÉE, NOMINALEMENT UNE POLITIQUE MAIS, EN FAIT, PLUTÔT UNE STRATÉGIE	103
	LES NOUVELLES UTILISATIONS DE LA MER AU MOYEN DES ÉNERGIES MARINES RENOUVELABLES (EMR), par Laurence Marill	105
I.	LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPÉEN DE TRAN-SITION ÉNERGÉTIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES EMR	107
	A. Risques majeurs et nécessité d'inversion des traditions énergétiques	107
	1. La mobilisation internationale portée par les Conférences clima-tiques.....	107
	2. Solutions possibles et risques inhérents à la promotion des énergies alternatives.....	108
	2.1. <i>La tarification du carbone d'ici à 2020 pour un marché trans-continental du carbone</i>	108
	2.2. <i>La gouvernance mondiale de l'environnement</i>	108
	2.3. <i>Promotion des énergies alternatives</i>	109
	Aggravation des inégalités de développement.....	109
	Insuffisance de la réglementation actuelle du droit international....	110
	3. La prédominance des exploitations des énergies fossiles.....	110
	3.1. <i>Promotion de l'éolien offshore: les atouts</i>	111
	3.2. <i>Les principales contraintes</i>	113
	B. La politique énergétique de l'Europe pour ses États membres.....	114
	1. Une construction juridique en faveur des énergies marines renou-velables.....	114
	2. Les instruments de l'Union européenne dédiés à la transformation énergétique.....	115
	2.1. <i>Le Livre Blanc sur l'énergie européenne</i>	115
	2.2. <i>La Directive du 27 décembre 2001</i>	115
	2.3. <i>Le paquet climat énergie: l'objectif 20-20-20</i>	115
	2.4. <i>Feuille de route pour les énergies renouvelables</i>	116
	2.5. <i>Directive sur les énergies renouvelables</i>	116
	2.6. <i>Énergie marine et éolienne en mer</i>	117
	2.7. <i>Rôle du Parlement européen</i>	118
II.	L'ÉVOLUTION VERS DES EMR MÉDITERRANÉENNES	118
	A. Des contraintes écologiques aux conflits territoriaux: éolien offshore, principales problématiques.....	118
	1. Challenges et controverses méditerranéennes.....	118

1.1. Hétérogénéité des champs d'action juridiques.....	118
1.2. Hétérogénéité des acteurs.....	119
Des stratégies encore largement pilotées par les États.....	120
Le poids des autorités locales dans les procédures d'autorisation ...	120
Une multiplicité d'opérateurs privés.....	121
Une participation citoyenne devenue irréversible.....	121
B. La gouvernance maritime: amélioration nécessaire des connaissances spécifiques du milieu méditerranéen et gestion de l'espace maritime.....	121
1. La prise en compte de l'environnement et l'évaluation environnementale des projets.....	121
2. Intégration spatiale des nouveaux usages légitimes de la mer.....	124
2.1. <i>Le projet de Gestion intégrée des zones côtières (GIZC), outil de gouvernance des usages côtiers.....</i>	<i>124</i>
2.2. <i>Le principe de la planification de l'espace maritime (PEM), outil de la gouvernance marine.....</i>	<i>127</i>
LES IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DES ENJEUX JURIDIQUES MÉDITERRANÉENS, par Christian Chaboud.....	131
Introduction.....	131
I. LA SURPÊCHE ET LA QUESTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ.....	131
A. Une explication économique de la surexploitation.....	132
B. L'imperfection des droits de propriété à l'origine de la surexploitation.....	133
C. La réhabilitation de la notion de propriété commune.....	134
II. LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉGULATION INTERNATIONALE DES PÊCHERIES.....	135
A. L'extension des juridictions maritimes comme condition d'une gestion plus efficace et plus juste.....	136
B. Les limites du cadre juridique international et sa nécessaire évolution.....	137
1. Les difficultés particulières des mers semi-fermées.....	137
2. La coopération entre États côtiers et ceux pratiquant la pêche à longue distance.....	139
III. LES AVANTAGES ET LES RISQUES D'UNE APPROCHE LIBÉRALE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ.....	140
Conclusion.....	142

PARTIE 2.
LES APPLICATIONS DU DROIT DE LA MER
DANS D'AUTRES MERS SEMI-FERMÉES

ÉTAT DES LIEUX DANS LES AUTRES MERS SEMI-FERMÉES, par Giuseppe Cataldi	147
QUELQUES PROBLÈMES ACTUELS DE DÉLIMITATION DES ESPACES MARITIMES DANS LES MERS FERMÉES ET SEMI-FERMÉES, par Giuseppe Cataldi	
151	151
I. INTRODUCTION: LES RÈGLES GÉNÉRALES SUR LA DÉLIMITATION ET LA DÉLIMITATION DANS LES MERS FERMÉES ET SEMI-FERMÉES	151
II. QUELQUES CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES:	153
la question de l'existence de règles spéciales pour les mers fermées et semi-fermées	00
la valeur des accords préexistants	00
la ligne unique de délimitation <i>all purposes</i>	00
la délimitation d'une «zone potentielle»	00
III. QUELQUES QUESTIONS D'ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE DÉLIMITATION MARITIME DANS LES MERS FERMÉES ET SEMI-FERMÉES	157
A. Le différend sur la baie de <i>Piran</i>	157
B. Le différend entre Albanie et Grèce dans la mer Ionienne	164
C. La question des revendications dans la mer de Chine du Sud (ou «mer Orientale»)	165
IV. CONCLUSIONS	170
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE MERS FERMÉES ET SEMI-FERMÉES: LE CAS DU GOLFE PERSIQUE, par Djamchid Momtaz	
171	171
I. LES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LES ÉTATS RIVERAINS DU GOLFE PERSIQUE	172
A. Les obligations contractées dans le cadre de la Convention de Koweït	173
B. Les obligations contractées dans le cadre des protocoles additionnels ..	175
II. LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT MARIN EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ	177
A. L'applicabilité de la Convention de Koweït en période de conflit armé	178

B. Le renforcement des normes protectrices de l'environnement au cours des conflits armés.....	180
Conclusion	182
GRANDES QUESTIONS ACTUELLES DE DROIT DE LA MER EN MER NOIRE, par Ioannis Stribis.....	183
I. INTRODUCTION	183
II. DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES ET MILITAIRES	185
III. ZONES ET DÉLIMITATIONS.....	187
IV. NAVIGATION.....	193
A. Le legs de l'histoire: les limitations à la liberté de navigation en mer Noire	193
1. L'impact de la Convention de Montreux sur les Détroits sur la liberté de navigation en mer Noire.....	195
2. La mise en œuvre de la Convention de Montreux: les tensions contemporaines.....	199
B. La nécessité de coopération en matière de navigation en mer Noire	203
1. Le mémorandum d'entente sur l'État du port.....	203
2. Les autoroutes de la mer en mer Noire	204
C. Autres questions relatives à la sûreté et sécurité maritimes	208
V. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT MARIN.....	209
A. Le système régional de protection de l'environnement marin	211
1. Le cadre normatif.....	211
2. Le cadre institutionnel.....	214
B. Autres initiatives en matière de protection de l'environnement marin	215
VI. PÊCHE ET CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES.....	216
A. La nécessité de réglementation internationale.....	218
1. Un instrument périmé: l'Accord de Varna de 1959 relatif à la pêche dans la mer Noire.....	219
2. L'état actuel: une négociation sans fin?.....	222
B. Quel rôle pour l'Union européenne?	225
VII. CONSÉQUENCES DES DÉVELOPPEMENTS EN CRIMÉE ET EN ABKHAZIE.....	228
A. Les effets à la navigation et au survol	230
1. La fermeture des ports.....	230
2. La question de survol en mer Noire.....	236
B. De nouvelles frontières maritimes?	237
VIII. CONCLUSION: UN ESPACE MARITIME EN MUTATION	239

LA DIMENSION GÉOSTRATÉGIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE ET SON INCIDENCE SUR LA DÉLIMITATION DE SES ESPACES MARITIMES, par Víctor Luis Gutierrez Castillo	241
I. INTRODUCTION	241
II. L'IMPORTANCE GÉOSTRATÉGIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE	242
A. La dimension économique	242
B. La dimension politique	243
C. La dimension militaire	245
III. LES ZONES GÉOSTRATÉGIQUES PRINCIPALES DE L'AMÉRIQUE CENTRALE	245
A. Les routes maritimes	246
B. La zone pétrolière des Caraïbes et du Pacifique	247
C. Le corridor biologique mésoaméricain	248
IV. ANALYSE DES PRINCIPAUX CONFLITS RELATIFS À LA DÉFINITION DES ESPACES MARITIMES EN AMÉRIQUE CENTRALE	249
A. Le Golfe de <i>Fonseca</i> : Honduras <i>versus</i> El Salvador	250
B. La côte des Caraïbes: Colombie <i>versus</i> Nicaragua	252
C. Le fleuve <i>San Juan</i> : Costa Rica <i>versus</i> Nicaragua	255
D. Le Golfe du Honduras: Guatemala <i>versus</i> Belize	258
E. L'extension du plateau continental: Costa Rica <i>versus</i> Nicaragua	259
Conclusion	260
À LA RECHERCHE D'UN RÉGIME JURIDIQUE POUR L'OCÉAN ARCTIQUE, par Jean-Pierre Beurrier	263
I. UN STATUT JURIDIQUE CONTROVERSÉ: LA THÉORIE DES SECTEURS	264
II. LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA NAVIGATION DANS L'ARCTIQUE	265
A. Attitude ambiguë des riverains des Passages	265
B. Reconnaissance de la nécessité d'un régime spécial	268
III. L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES MARINES	270
IV. LES ROUTES MARITIMES POLAIRES LIBRES DE GLACE: UNE MENACE POUR L'ENVIRONNEMENT	272
Conclusion	275
LA MER BALTIQUE, QUELLE IDENTITÉ?, par Michel Voelckel	277
I. UNE IDENTITÉ TRADITIONNELLE AUJOURD'HUI EFFACÉE: LE «RÉGIME BALTE»	278

A.	Le régime d'accès.....	278
B.	Le régime de navigation.....	279
II.	UNE NOUVELLE IDENTITÉ AFFIRMÉE	281
A.	Une forte coopération régionale.....	282
B.	Une coopération aménagée.....	283
III.	UNE IDENTITÉ FRAGILISÉE?	284
A.	La «communautarisation» de la Baltique, effacement de son identité? ..	284
B.	L'exception russe?.....	285

	JOINT DEVELOPMENT OF MARINE FISHERIES RESOURCES WITH SPECIAL REFERENCE TO SEMI-ENCLOSED SEAS, par Hanling Wang.....	287
--	--	-----

I.	JOINT DEVELOPMENT OF MARINE FISHERIES RESOURCES: LAW AND POLICY.....	287
A.	International Legal Framework for Joint Development of Marine Resources.....	287
B.	The Policy of “ <i>Shelving Disputes and Conducting Joint Development</i> ”.....	289
II.	INTERNATIONAL PRACTICE	290
A.	The Senegal/Guinea Bissau joint development zone.....	290
B.	The Colombia and Jamaica joint development zone.....	290
C.	The Nigeria and Sao Tome and Principe joint development zone... ..	291
D.	The Barbados and Guyana Co-operation Zone.....	291
III.	JOINT DEVELOPMENT OF MARINE FISHERIES RESOURCES IN THE SOUTH CHINA SEA?	293
	Conclusion.....	294

	MERS SEMI-FERMÉES D'ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST. DES EM- PRISES MARITIMES SOUS INFLUENCE DU DROIT DE LA MER?, par Florence Galletti.....	295
--	---	-----

	Introduction.....	295
I.	LES APPORTS RÉCIPROQUES ENTRE LE DROIT DE LA MER ET LES ÉTATS ASIATIQUES	296
A.	La configuration des territoires nationaux asiatiques, défi au droit de la mer.....	297
1.	Les configurations géographiques traitées par le droit de la mer ...	297
2.	Les configurations historiques nourrissant le droit de la mer.....	300
2.1.	<i>La question de la souveraineté et de l'attribution d'un espace maritime</i>	301
2.2.	<i>La question de la modification de consistance du territoire</i>	301

B.	La part des États d'Asie du Sud-Est dans la construction du droit de la mer contemporain.....	303
1.	Les innovations apportées par les États asiatiques et de l'Indopacifique dans le droit de la mer	304
2.	Les opportunités permises par le droit de la mer pour l'accès et l'exploitation des ressources naturelles.....	308
2.1.	<i>Sécurisations et juridismes des espaces et des droits</i>	308
2.2.	<i>Particularismes et trajectoires de groupes</i>	312
2.3.	<i>Les grandes créations institutionnelles en Asie du Sud-Est: éloignement et rapprochement avec le droit de la mer</i>	314
II.	LES USAGES SÉLECTIFS DU DROIT DE LA MER PAR LES ÉTATS ASIATIQUES	317
A.	Le rapport entre l'offre d'instruments de règlements des conflits et les formes de régulation des conflits utilisées.....	317
1.	La fonction de pacification du droit de la mer par les instruments juridictionnels et non juridictionnels.....	318
1.1.	<i>La disponibilité d'instruments destinés à des conflits de différente nature</i>	318
1.2.	<i>Une situation constante de conflits de droit</i>	320
2.	Les formes de régulation des conflits maritimes utilisées entre États riverains	323
2.1.	<i>Kaléidoscope de la régulation juridique des conflits</i>	323
2.2.	<i>L'usage des accords définitifs face aux conflits sur la mer</i>	326
2.3.	<i>L'usage des accords dits «arrangement provisoires»</i>	329
B.	Contingences et fondamentaux des usages du droit de l'activité maritime, de l'environnement marin et de la gestion des risques sur la mer.....	332
1.	Droit de la mer et interventionnisme des institutions de pêche et de conservation des ressources halieutiques.....	332
2.	Droit de la mer, interventionnisme maritime et considérations environnementales	343
	Conclusion	349
	CONCLUSIONS GÉNÉRALES DE L'OUVRAGE , par François Féral.....	353
I.	L'ÉVOLUTION DU DROIT DE LA MER ET LES EXPÉRIENCES MÉDITERRANÉENNES	353
A.	Les principes de Montego Bay à l'épreuve des mers semi-fermées ..	354
B.	Un nouveau droit de la mer perméable à de nouveaux contextes ...	355
C.	Le cas topique d'une perspective d'exploitation éolienne sans réelle évaluation des risques et des incompatibilités	357
II.	LA MÉDITERRANÉE COMPLIQUÉE	357

A.	Les environnements et des contextes inextricables de la Méditerranée .	357
B.	Le poids d'une histoire multimillénaire à l'intersection de trois continents	358
C.	Des relations internationales, diplomatiques et géopolitiques indéchiffrables	359
III.	LA SAGA DES ZONAGES EN MÉDITERRANÉE DANS LA PERSPECTIVE D'UNE GÉNÉRALISATION DES ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES	360
A.	La fin inéluctable de la haute mer en Méditerranée?	360
B.	Une forte odeur de gaz et de pétrole	361
C.	La conflictualité des îles de la Méditerranée	362
D.	Des lignes de délimitation circonstanciées et savamment négociées	362
E.	L'Adriatique mer semi-fermée dans une mer semi-fermée	363
IV.	D'AUTRES MERS SEMI-FERMÉES AU-DELÀ DE LA MÉDITERRANÉE	364
A.	En mer Noire, les zonages maritimes et la coopération face aux guerres et aux annexions	364
B.	La Baltique, méditerranée exemplaire et pragmatique	364
C.	L'environnement marin du Golfe persique face aux guerres interminables	366
D.	À la recherche d'une coopération improbable en mer de Chine méridionale	367
E.	La contribution pragmatique peu transposable de l'Est asiatique aux transformations juridiques des espaces marins semi-fermés	368
F.	Un florilège de conflits de délimitation en Amérique centrale	370
G.	L'Océan Arctique, « <i>Far-North</i> maritime» des États riverains?	371
V.	LES INFLEXIONS D'UN DROIT DE LA MER MIS À L'ÉPREUVE DES MÉDITERRANÉES	372
A.	La féconde ingénierie juridique des méditerranées	373
B.	L'emprise croissante des États riverains sur les espaces et ressources marins	374
C.	Les bilans mitigés des coopérations et la faillite de l'idée de gestion commune et de liberté des mers	374
D.	La pesanteur de données extra-juridiques	375
E.	La portée ontologique du laboratoire juridique méditerranéen	376
F.	Un droit de la mer imprévisible aux valeurs renouvelées	377
	Table des figures	379
	Cahier des figures	383
	Table des matières	399